

AQUI SOCIAL

LA SEMAINE SOCIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE



VOTRE REVUE DE PRESSE
DU 15 AU 21 NOVEMBRE 2025

NUMÉRO 8

**LE NOUVEAU PRÉSIDENT DE
LA COORDINATION RURALE
VISÉ PAR UNE PLAINE**

**17 SALARIÉS PORTENT
PLAINE CONTRE LEUR
PATRON POUR RACISME**

**PAS DE PROVISION POUR
LES EX-LECAS DE NERSAC**

**LES EMPLOYÉS DE COLIBRI
DÉBRAYENT À PONS CONTRE
LA FERMETURE ANNONCÉE**

**LA CGT REPREND DU POIL DE
LA BÊTE À TULLE AVEC UN
NOUVEAU SECRÉTAIRE**

FESTIVAL DE LA BD : LE PRIX D'UN MANAGEMENT TOXIQUE

Une crise sans précédent secoue le monde de la BD à Angoulême au point de remettre en cause la tenue de l'édition 2026 de ce grand rendez-vous international.

Auteurs et éditeurs ont dit cette semaine leur intention inédite de boycotter l'évènement, après que la gouvernance, contestée pour ses pratiques financières opaques et des méthodes de management jugées toxiques, n'aient pas entendu les appels au changement.

Les financeurs publics en ont pris acte hier jeudi. Dans une conférence de presse en urgence, le maire d'Angoulême, le préfet de la Charente, les présidents de région et du département ont dit leur solidarité aux contestataires, remettant en cause leurs subventions et appelant au report de l'édition en 2027, dans une version plus participative, prenant en considération la base.

(SOURCES : Libération, Charente Libre, Sud Ouest, Ici, TV7 et toute la PQR revenant sur l'évènement la semaine passée)

VOTRE ANNONCE ICI
Contact & devis

PUB@AQUISOCIAL.FR



REVENDICATIONS

EN RÉGION

PLUSIEURS MISSIONS LOCALES EN GRÈVE CONTRE LES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

Plusieurs Missions locales de la région se mobilisent contre le projet de loi de finances 2026.

Mardi, comme annoncé la veille, plusieurs missions locales ont débrayé dans la région pour dénoncer la nouvelle baisse de crédits prévue dans le projet de loi de finances 2026. Après une coupe de 6 % en 2025, une réduction supplémentaire de 13 % est annoncée. En **Gironde**, la mission locale de Langon a gardé ses portes fermées.

En **Lot-et-Garonne**, un débrayage de deux heures était programmé dans les antennes de la Mission locale Moyenne Garonne à Marmande, Tonneins, Casteljaloux et Miramont.

Les trois missions locales de la **Vienne** étaient aussi de la partie. Selon leurs directions, ces restrictions représenteraient 300 000 € en moins dans le département et l'équivalent de neuf postes supprimés. À Châtellerault, la mission locale Nord-Vienne perdrait 80 000 à 90 000 € et jusqu'à 2,5 postes. Les structures alertent sur un accompagnement réduit pour environ 900 jeunes.

A **Limoges** aussi, la structure a fermé plus tôt pour rejoindre la protestation nationale. Après 385 000 € de coupes en deux ans, l'organisme perdrait encore 130 000 €, alors que 4 000 jeunes sont accompagnés chaque année.

Dix postes ont déjà disparu et l'antenne de La Bastide doit fermer faute de moyens. Partout, directions et salariés alertent sur des conséquences jugées catastrophiques pour une jeunesse déjà fragilisée.

SOURCES Sud Ouest Bordeaux Agglo, 18/11/2025, p. 21 ; Lot-et-Garonne, p. 13 La Nouvelle République, édition de la Vienne, 19/11/2025, p. 16 Le Populaire du Centre, 19/11/2025, p. 7



IL SUFFIT D'UN SCAN
POUR ALLER SUR
WWW.AQUISOCIAL.FR

DORDOGNE

LA CGT ET UNE CENTAINE DE PERSONNES MANIFESTENT POUR LA LIGNE NIVERSAC-MUSSIDAN

Une centaine de personnes, usagers, élus et syndicat CGT, se sont réunies samedi en gare de Saint-Léon-sur-l'Isle pour défendre la navette ferroviaire Niversac-Mussidan, menacée faute d'accord financier entre la Région et les intercommunalités du Grand Périgueux et d'Isle-Vern-Salembre. La suppression de la moitié des rotations est envisagée en décembre, avant un arrêt total en juillet 2026. Les élus locaux rappellent que la fréquentation a doublé en trois ans et jugent impensable de perdre ce service, essentiel notamment pour les lycéens.

SOURCES

Dordogne Libre, 17/11/2025, p. 7

DEUX-SÈVRES

L'INTERSYNDICALE APPELLE À LA GRÈVE POUR LA REVALORISATION DES SALAIRES CHEZ GROUPAMA

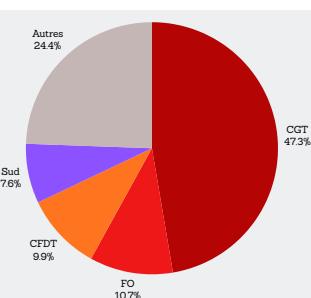
Les syndicats de Groupama Centre Atlantique appellent à une grève mardi prochain 25 novembre devant le siège social de Niort. L'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC réclame une revalorisation générale des rémunérations. Lors de la première négociation salariale du mercredi 12 novembre, la proposition d'augmenter de 300 € bruts par an les salaires inférieurs à 32 000 € a été jugée insuffisante. La mobilisation intervient à la veille de la seconde réunion des NAO.

SOURCES

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 18/11/2025, en ligne.

**La médiatisation
des syndicats
dans la PQR
en Nouvelle-
Aquitaine**

Constatée par notre revue de presse, sur la période du 15/09 au 21/11/2025.



Varions les sources



**Envoyez-nous
vos communiqués**

info@aquisocial.fr

REVENDICATIONS

CHARENTE-MARITIME

LES EMPLOYÉS DE COLIBRI DÉBRAYENT À PONS CONTRE LA FERMETURE PRÉVUE FIN 2026

Mardi, les salariés de l'usine Maison Colibri à Pons (Charente-Maritime) se sont rassemblés devant le site et sur un rond-point pour dénoncer la menace de fermeture prévue fin octobre 2026. L'unité, propriété du groupe breton Roullier via sa filiale Paticéo, emploie près de 70 CDI et produit des madeleines depuis 130 ans. Les salariés accusent le groupe d'avoir déstructuré l'usine pour justifier l'arrêt d'activité et redoutent un transfert du matériel vers Derval (Pays de la Loire). Une pétition a été lancée, évoquant « 500 vies menacées » en incluant intérimaires, CDD et alternants.

SOURCES

Sud Ouest Charente-Maritime,
19/11/2025, p. 13

VIENNE

LES SALARIÉS DU RÉSEAU CANOPÉ MOBILISÉS À POITIERS CONTRE LA BAISSE DES EFFECTIFS

Inquiets des réductions d'effectifs envisagées pour le prochain budget, une trentaine de salariés de Réseau Canopé à Poitiers, établissement public de formation des enseignants implanté dans toute la France, ont mené un débrayage de deux heures mardi midi. Le ministre de l'Éducation nationale propose une baisse de 111 équivalents temps plein, susceptible d'impacter jusqu'à trois cents agents à l'échelle du réseau. Les effectifs ont déjà fondu de 50 salariés cette année.

SOURCES

La Nouvelle République, édition de la Vienne,
19/11/2025, p. 5

EN RÉGION

LE NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA COORDINATION RURALE DÉJÀ VISÉ PAR UNE PLAINE

Élu mardi 18 novembre, l'éleveur haut-viennois Bertrand Venteau, numéro un de la chambre d'agriculture de la Haute-Vienne, devient président national de la Coordination rurale, porté par les fédérations du Sud-Ouest et par une ligne plus radicale. Il devance la sortante Véronique Le Floc'h, qui conserve un siège au comité directeur. Le nouveau président veut recentrer le syndicat sur les départements et n'exclut pas un futur déménagement du siège national dans le Lot-et-Garonne où l'organisation est particulièrement représentée et active. L'élection a été marquée par de fortes tensions internes, entre accusations d'intimidations, menaces et rivalités régionales. Dix-sept parlementaires écologistes ont saisi la procureure de la République d'Auch (Gers) après les propos qu'il a publiquement tenus à la tribune. L'élu a affirmé à propos des écologistes : « Les écolos, nous devons leur faire la peau », phrase accueillie par des applaudissements. Les signataires dénoncent un appel à la violence et demandent l'ouverture d'une enquête, s'appuyant sur l'article 40 du Code pénal. Selon plusieurs observateurs, dont le quotidien Libération, Bertrand Venteau incarne une mouvance radicale de la coordination rurale.

SOURCES

Sud Ouest toutes éditions,
20/11/2025, p. 4
Sud Ouest toutes éditions,
21/11/2025, p. 4

TOUS LES FORMATS SONT POSSIBLES, JUSQU'AU A4

PASSEZ VOTRE ANNONCE
PUB@AQUISOCIAL.FR



REVENDICATIONS

CHARENTE

AU CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE, LA CGT ATTEND TOUJOURS DES RÉPONSES

Au centre départemental de l'enfance Leclerc-Chauvin d'Angoulême, deux semaines après la grève dénonçant violences et manque de moyens, les déléguées CGT affirment n'avoir reçu aucune réponse de l'exécutif départemental. Elles se sentent méprisées et signalent qu'au cours du week-end, deux agents ont été blessés par un enfant du service des 10-14 ans, dont une éducatrice admise aux urgences de l'hôpital de Girac. Le président du Département assure qu'un point sera fait rapidement et qu'une rencontre aura lieu début janvier.

SOURCE

Charente Libre, 18/11/2025, p.4

VIENNE

LA CGT AU SOUTIEN D'UN RIPPEUR DE CHÂTELLERAULT MENACÉ DE RETRAITE FORCÉE

Lundi, vingt-cinq personnes se sont rassemblées devant l'hôtel de ville de Châtellerault (Vienne) à l'appel de la CGT pour soutenir un rieur de 49 ans menacé de retraite pour invalidité par Grand Châtellerault. Le syndicat affirme qu'aucun reclassement ne lui a été proposé malgré trois expertises le déclarant apte. La collectivité assure au contraire avoir mené plus d'une quinzaine de rendez-vous depuis mai 2024 et rappelle que la retraite pour invalidité reste un « dernier recours ». Une rencontre en mairie n'a pas permis de débloquer la situation.

SOURCES

La Nouvelle République, édition de la Vienne, p. 16

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

ENCORE PLUS DE SOUTIEN POUR LES MÉDECINS CONVOQUÉS PAR LA CPAM

À Bayonne, deux médecins généralistes fermeront leur cabinet vendredi 21 novembre pour soutenir trois confrères convoqués par la CPAM des Pyrénées-Atlantiques, accusés de délivrer trop d'arrêts de travail. Les deux généralistes dénoncent dans les colonnes de Sud Ouest une « accusation de laxisme insupportable » et une « pression statistique » déconnectée des réalités sociales de leur patientèle, majoritairement ouvrière. Ils refusent les quotas d'arrêts sous peine de sanctions financières, estimant que ces mesures portent atteinte à la liberté de prescription.

SOURCE

Sud Ouest Béarn & Soule, 18/11/2025, p. 15

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

FO RÉCLAME L'APPLICATION DU PROTOCOLE POUR L'EXTRACTION DES DÉTENUS

Le syndicat Force ouvrière dénonce l'extraction dangereuse d'un détenu de la maison d'arrêt de Bayonne, le 1er novembre dernier.

Faute d'effectifs, trois agents non armés ont dû procéder à l'opération prévue pour quatre agents armés, alors que le détenu était classé à risque. Le syndicat réclame le respect strict du protocole pour éviter tout accident. La députée Colette Capdevielle a saisi le ministre de la Justice pour une enquête administrative.

SOURCES

Sud Ouest Pays Basque, 19/11/2025, p. 12

ORGANISMES DE FORMATION

PRÉSENTEZ VOS OFFRES

PUB@AQUISOCIAL.FR



REVENDICATIONS

CHARENTE

DEUX ENSEIGNANTS DE COGNAC APPELLENT À REFUSER LA MUTUELLE OBLIGATOIRE

À Cognac, deux enseignants du collège Félix-Gaillard, membres des syndicats FO et SNES, contestent la mise en place, à partir de mai 2026, d'une mutuelle obligatoire pour les personnels de l'Éducation nationale. Le ministère a sans surprise retenu la MGEN, avec une prise en charge de 50 % d'un taux de base fixé à 75 €. Les syndicats dénoncent la hausse des cotisations, la fin de certaines aides sociales et le risque de devoir « surcotiser » via une autre mutuelle. Ils appellent à faire pression pour suspendre la réforme.

SOURCES Charente Libre,
19/11/2025, p. 19



Prenez vite votre encart



PUB@AQUISOCIAL.FR

GIRONDE

LES PROFESSIONNELS DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE INTERPELLENT LE DÉPARTEMENT

A l'appel des syndicats CGT et Sud Santé sociaux, une centaine de travailleurs des associations de protection de l'enfance se sont rassemblés hier jeudi devant l'hôtel du Département, à Bordeaux. Ils protestent contre les restrictions budgétaires imposées par le plan de redressement auquel est tenue l'assemblée départementale, très lourdement endettée (-101,8 M€). Parmi les structures, l'association Le Prado est tenue à un troisième plan de sauvegarde économique, au détriment de ses 1 650 salariés et 4 000 jeunes accueillis. Une enveloppe de 37 millions d'euros pourrait être votée prochainement par les élus en plan de soutien en urgence à la filière.

SOURCES TV7 Bordeaux,
21/11/2025, en ligne.

CORRÈZE

L'UNION LOCALE CGT REPREND SES ACTIVITÉS À TULLE AVEC UN NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

L'Union locale CGT du pays de Tulle a relancé ses activités lors de son congrès à Favars, près de Brive, ce mardi.

Kevin Jonchère, 36 ans, ouvrier qualifié, a été élu secrétaire général.

La commission exécutive compte 19 membres et prévoit des réunions tous les deux mois.

Parmi les priorités : le pouvoir d'achat, l'abrogation de la réforme des retraites et l'accompagnement des salariés.

Le local de l'UL à Tulle reste ouvert du lundi au vendredi pour conseils et permanences juridiques.

SOURCES La Montagne, édition de la Corrèze,
20/11/2025, p. 12



Transmettez nous vos infos en direct
info@aquisocial.fr



DROIT DU TRAVAIL

DORDOGNE

L'ANCIENNE PATRONNE DU SECOURS POPULAIRE DÉBOUTÉE AUX PRUD'HOMMES FAIT APPEL

Licenciée pour faute grave en 2023, l'ancienne présidente et directrice générale du Secours populaire de la Dordogne, a été déboutée de toutes ses demandes par le tribunal des prud'hommes de Périgueux le 13 octobre dernier. Elle a décidé de faire appel de la décision. L'ex responsable contestait son licenciement et réclamait plus de 148 000 € d'indemnités. La justice a jugé la procédure régulière et validé les motifs avancés par l'association, notamment des manquements en hygiène, sécurité et management relevés après un contrôle de la DREETS.

SOURCE

Dordogne Libre, 18/11/2025, p. 11

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

SANOFI DEVRA PAYER 30 000 € AU LIVREUR GRAVEMENT BRÛLÉ PAR LA SOUDE À MOURENX

Sanofi a bien été reconnu responsable de la perte de vision d'un sous-traitant à Mourenx, le 11 avril 2022. Le géant pharmaceutique a été condamné mardi par le tribunal correctionnel de Pau à indemniser ce chauffeur gravement brûlé lors d'une livraison de soude caustique, à hauteur de 30 000 €. Il doit aussi s'acquitter de 15 000 € d'amende et d'une somme de 10 000 € à la CGT, partie civile.

SOURCE

Sud Ouest Béarn & Soule, 19/11/2025, p. 13



**ÉDITEURS,
LIBRAIRES**

**FAITES CONNAITRE
LES GUIDES UTILES**

PUB@AQUISOCIAL.FR

LES GUIDES PRATIQUES POUR TOUS

Prud'hommes

CHARENTE

PAS DE PROVISION POUR LES EX-SALARIÉS DE LECAS, LEUR AVOCAT FERA APPEL

Les 50 ex-salariés de la papeterie Lecas Industrie de Nersac (Charente), sans revenus depuis six mois, ont vu leur demande de provision rejetée par le bureau de conciliation des prud'hommes. Les licenciés estimaient leur rupture injustifiée après la liquidation brutale décidée par le groupe Hamelin. Le bureau a jugé qu'il existait « une contestation sérieuse » et a sursis à statuer jusqu'à la décision de la cour d'appel de Caen, attendue le jeudi 6 février. Une nouvelle cagnotte de soutien est relancée. Leur avocat a l'intention de déposer un appel en nullité devant la cour d'appel, estimant que le conseil s'est arrogé les pouvoirs d'un juge du fond.

SOURCE

Charente Libre, 21/11/2025, p. 4

INAPTE À TOUT POSTE DEPUIS 4 ANS, L'EMPLOYÉE MUNICIPALE TOUJOURS PAS LICENCIÉE

À Luxé, en Charente, le contentieux entre une employée municipale déclarée inapte à tout poste depuis septembre 2021, et la commune continue de s'enliser. Sans salaire ni indemnisation, l'agente de 61 ans dit être coincée dans une situation où son licenciement n'est toujours pas acté. En juin, le tribunal administratif a annulé les arrêtés pris en 2022 et enjoint la mairie de prononcer le licenciement à la date de l'inaptitude. La municipalité rappelle avoir proposé une transaction en 2024.

SOURCE

Charente Libre, 21/11/2025, p. 24

LES PRUD'HOMMES DANS LA RÉGION

---CHARENTE---

Angoulême, 05 45 37 11 00

---CHARENTE-MARITIME---

La Rochelle, 05 16 19 55 00 ;

Saintes, 05 17 28 39 00

---CORRÈZE---

Brive, 05 87 01 91 10 ;

Tulle, 05 55 20 24 01

---CREUSE---

Guéret, 05 87 56 21 23.

---DEUX-SÈVRES---

Niort, 05 16 64 08 00 ;

Thouars, 05 16 64 65 10

---DORDOGNE---

Périgueux, 05 53 02 77 00 ;

Bergerac, 05 53 57 68 25

---GIRODNE---

Bordeaux, 05 47 33 95 95 ;

Libourne, 05 57 51 75 42

---HAUTE-VIENNE---

Limoges, 05 87 19 34 00

---LANDES---

Mont-de-Marsan, 05 58 51 38 80 ;

Dax, 05 24 26 34 00

---LOT-ET-GARONNE---

Agen, 05 53 77 95 00 ;

Marmande, 05 40 40 51 20

---PYRÉNÉES-ATLANTIQUES---

Pau, 05 47 05 34 00 ;

Bayonne, 05 59 59 32 21

---VIENNE---

Poitiers, 05 16 08 06 78

DROIT DU TRAVAIL

CHARENTE-MARITIME

LA SOCIÉTÉ PÉRIMÈTRE DE LA ROCHELLE VISÉE PAR PLUSIEURS PROCÉDURES PRUDHOMMALES

La société Périmètre, basée dans la zone d'activité de La Rochelle-Périgny (Charente-Maritime), est visée par plusieurs procédures aux prud'hommes pour retenues sur salaire et frais professionnels non remboursés. Depuis 2012, onze condamnations en appel ont été prononcées contre l'entreprise. Des ex-salariés dénoncent également pressions, menaces et harcèlement moral. La direction conteste ces accusations et se défend de tout manquement, estimant que certains anciens VRP constituent un « noyau pourri ». Une enquête pour travail dissimulé est en cours depuis cet été.

SOURCE

Ici La Rochelle, 17/11/2025, en ligne.

GIRONDE

DIX-SEPT SALARIÉS DU CAFÉ PORTENT PLAINE CONTRE LEUR PATRON POUR PROPOS RACISTES

Vendredi dernier, dix-sept salariés du café Le Régent, institution bordelaise, ont porté plainte contre leur gérant pour des propos racistes et humiliants qui auraient été tenus lundi 6 octobre.

Selon eux, l'employeur, arrivé ivre après un repas d'affaires, aurait proféré insultes et provocations pendant près de cinq heures. Plusieurs employés sont en arrêt maladie.

Le parquet a ouvert une enquête confiée à la police. Le gérant, via son avocat, conteste et dit ne pas se souvenir des faits, évoquant la possibilité d'un empoisonnement.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo, 17/11/2025, p. 16-17



SANTÉ AU TRAVAIL

54 511 ACCIDENTS DU TRAVAIL ENREGISTRÉS EN NOUVELLE-AQUITAINE PAR LA CARSAT

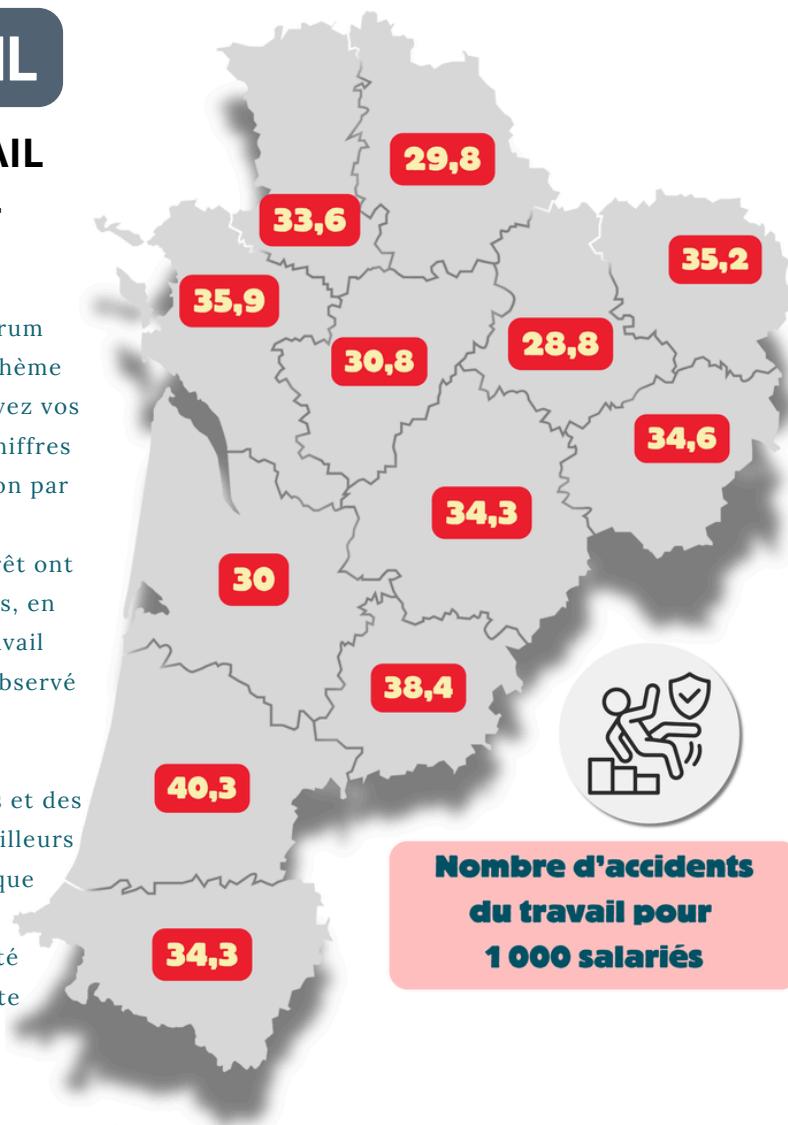
La DREETS Nouvelle-Aquitaine organise un forum jeudi prochain 27 novembre à Limoges sur le thème « TPE/PME : Évaluez vos risques pros, préservez vos talents ! » ; à cette occasion, elle diffuse les chiffres des accidents du travail compilés dans la région par la Carsat au titre de l'année 2023.

Plus de 54 500 phénomènes donnant lieu à arrêt ont été enregistrés dont 3 859 graves et 74 mortels, en mission. Cela représente 32,8 accidents du travail pour 1 000 salariés. Le taux le plus élevé est observé dans les Landes (40,3 pour 1000 salariés).

Les atteintes corporelles portent le plus fréquemment sur le dos (19%), suivis des doigts et des jambes. 7 592 accidents du trajet ont été par ailleurs constatés, dont 34 mortels. La Carsat ne suit que les entreprises industrielles et commerciales, les travailleurs du régime général de la sécurité sociale, dans le secteur privé, ce qui représente 1,6 des 2,7 millions d'actifs de la région.

SOURCE

Carsat, Les chiffres clés de la sinistralité en Nouvelle-Aquitaine.





ACCORDS D'ENTREPRISE

CHARENTES / DEUX-SÈVRES / GIRONDE

VM DISTRIBUTION DÉSIGNE SES REPRÉSENTANTS DE PROXIMITÉ ET FIXE LES DÉLÉGATIONS

Le groupe VM Distribution, basé en Vendée et implanté dans les deux charentes, dans les Deux-Sèvres et en Gironde, a signé avec la CFDT le deuxième avenant à son accord sur le Comité Social et Économique (CSE), applicable à l'ensemble des établissements. Il définit les représentants de proximité, élus par les membres du CSE dans chaque secteur géographique, pour relayer les préoccupations locales des salariés, notamment sur la santé, la sécurité et les conditions de travail. Ils bénéficient de 7 heures de délégation par mois, d'une formation et du maintien de leur salaire. L'avenant, d'une durée indéterminée, entre en vigueur le 17 novembre 2025.

SOURCE

Légifrance


[Le texte de l'accord](#)

CHARENTE-MARITIME / DEUX-SÈVRES

LE CRÉDIT AGRICOLE CONCLUT UN ACCORD SUR LA SANTÉ ET LE SPORT

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres a signé un accord triennal avec les syndicats CFDT et SNECA pour promouvoir la santé et le sport auprès de ses collaborateurs, applicable dès le 1er janvier 2026.

Parmi les mesures prévues : actions de prévention santé (gestes et postures, prévention du handicap, sensibilisation au bruit), activités physiques et sportives via le CSE, l'ANSCAM et CA Sport (cours collectifs, compétitions, événements comme le Marathon de La Rochelle), et services facilitant la vie des salariés, telle la livraison de colis sur le lieu de travail. L'accord vise aussi à encourager l'équilibre vie professionnelle et vie personnelle.

SOURCE

Légifrance


[Le texte de l'accord](#)

Les accords d'entreprises sont publiquement diffusés sur www.legifrance.fr

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

FIPSO INDUSTRIE MET EN PLACE UN COMPTE ÉPARGNE-TEMPS POUR SES SALARIÉS...

Fipso Industrie, spécialiste de transformation et de conservation de la viande de boucherie à Lahontan, a conclu un accord avec l'organisation syndicale FO pour instaurer un compte épargne temps (CET) destiné à tous les salariés justifiant d'une année d'ancienneté.

Volontaire, ce dispositif permet de capitaliser congés payés, RTT ou éléments de rémunération pour financer un congé sans solde, un départ anticipé à la retraite ou alimenter un plan d'épargne salariale. Le salarié peut y placer jusqu'à 5 jours de 5^e semaine de congés payés, jusqu'à 2 jours de congés séniors, jusqu'à 35 heures de repos en fin de période d'annualisation, jusqu'à 5 jours de RTT acquis, ou encore une partie des primes d'intéressement ou de participation. Le tout dans un maximum annuel de 12 jours ouvrés cumulés.

Le CET est plafonné à 104 jours pour les 50-55 ans, et à 164 jours pour les plus de 55 ans. Il entrera en vigueur le 1er janvier 2026 et restera ouvert pendant toute la durée du contrat, avec un suivi annuel assuré par l'entreprise.

SOURCE

Légifrance


[Le texte de l'accord](#)

... L'ADAPEI PROLONGE LE SIEN AVEC UN AVENANT

L'Adapei des Pyrénées-Atlantiques, la CGT et la CFDT ont signé un quatrième avenant à l'accord sur le compte épargne temps (CET), ouvert à tous les salariés en CDI avec un an d'ancienneté. Volontaire, le CET permet de capitaliser la 5^e semaine de congés payés, les RTT, les jours de congés d'ancienneté ou jours de repos supplémentaires.

Ces droits peuvent ensuite être utilisés pour des congés sabbatiques, parentaux, pour convenance personnelle, de fin de carrière, ou monétisés sous conditions. Les plafonds sont fixés à 15 jours par an et 242 jours au total.

SOURCE

Légifrance


[Le texte de l'accord](#)



ET SI VOUS DONNIEZ
DE LA VISIBILITE
A VOS ACTIONS ?

PUB@AQUISOCIAL.FR



EMPLOI & FORMATION

CORRÈZE

L'INSTITUT DE FORMATION DE HAUTE-CORRÈZE VA S'ÉTENDRE À LA BOURBOULE

Fondé en 2015, l'Institut de formation de haute Corrèze (Ifhco) forme une centaine d'élèves en alternance et propose des cursus adaptés aux besoins des entreprises. Pour ses 10 ans, il ouvrira une antenne à La Bourboule (Puy-de-Dôme) en septembre 2026, avec les mêmes formations qu'à Ussel (agent du bâtiment, métiers de la vente, accompagnement éducatif et social, VAE, cursus courts...). L'institut réfléchit à de nouvelles formations, notamment dans les énergies renouvelables. Plus de 85 % des stagiaires trouvent un emploi.

SOURCE

La Montagne,
19/11/2025, p. 15

HAUTE-VIENNE

LA BAISSE DES AIDES DE L'ETAT FRAGILISE L'ALTERNANCE EN HAUTE-VIENNE

La baisse des aides financières de l'État complique le recrutement d'alternants. France 3 Nouvelle-Aquitaine se penche sur le phénomène à travers des exemples en Haute-Vienne.

Pour la première fois depuis plusieurs années, l'agence immobilière Vert et Bleu n'a pas embauché d'alternant en 2025. De nombreux étudiants se retrouvent en formation initiale à distance et doivent financer eux-mêmes leurs études. À Limoges, sept nouvelles écoles d'alternance ont ouvert en trois ans, mais la concurrence et la frilosité des entreprises pèsent sur l'accès à ces contrats.

SOURCE

France 3 Nouvelle-Aquitaine,
19/11/2025, en ligne.



PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

L'ADIE DONNE UN COUP DE POUCE AUX MIGRANTS CRÉATEURS D'ENTREPRISE

Depuis 10 ans, l'antenne paloise de l'association Adie accompagne des migrants dans la création de leur entreprise.

Restaurateurs, commerçants ou artisans, Syriens, Arméniens et Iraniens bénéficient de prêts et de conseils personnalisés.

Sur trois ans, plus de 80 % des entreprises créées poursuivent leur activité.

Deux salariés et douze bénévoles soutiennent ces projets, contribuant à l'économie locale et à l'insertion professionnelle.

SOURCE

La République des Pyrénées,
21/11/2025, p. 8-9

DEUX-SÈVRES

A BRESSUIRE, LA MFR PROPOSE UNE FORMATION UNIQUE DANS LE DÉPARTEMENT

Depuis septembre, la MFR Sèvreurope de Bressuire (Deux-Sèvres) est la seule du département à proposer, en alternance, la formation au BP JEPS mention « animation socio-éducative et culturelle ». La première promotion compte neuf apprenants âgés de 19 à 47 ans, en reconversion ou déjà en poste. Jeudi 13 novembre, ils ont mené au gymnase Vinci une séance de jeux coopératifs inspirée de Koh-Lanta, mêlant lycéens et jeunes de l'IME de Bressuire. La formation, itinérante, multiplie partenariats et mises en situation pour favoriser l'ouverture à différents publics.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres,
21/11/2025, en ligne.

Tous les métiers sont sur
AQUISOCIAL
l'hebdo qui élargit votre horizon
Chaque vendredi après-midi





EMPLOI & FORMATION

Le Chiffre

79 086Offres d'emploi ce matin
en région sur le site
francetravail.fr**-11,65%**
VS SEMAINE DERNIÈRE

HAUTE-VIENNE

VOLVO RECHERCHE QUINZE MÉCANICIENS POUR SON USINE DE LIMOGES

L'usine Volvo de Limoges, qui emploie 260 salariés, recrute actuellement quinze mécaniciens en CDI. Une information communiquée pendant cette Semaine de l'industrie, au cours de laquelle le site a ouvert ses portes pour valoriser son activité en forte croissance. Spécialisé dans la rénovation de moteurs, boîtes de vitesse et filtres à particules, il réutilise 85 % des matériaux et investit régulièrement près d'un million d'euros pour la nouvelle gamme de boîtes de vitesse.

SOURCELe Populaire du Centre,
21/11/2025, p. 8

CHARENTE

À BARBEZIEUX, LA SOBECA PRÉVOIT 25 EMBAUCHES D'ICI À 2030

La Sobeca, société de travaux publics au Tâtre, dans le sud de la Charente, prévoit de déménager et de s'agrandir à Barbezieux sur environ 1 200 m² de bâtiments neufs. Spécialisée dans la pose de réseaux, l'entreprise compte 35 collaborateurs et envisage 25 recrutements d'ici à 2030. Elle vise un chiffre d'affaires de 8 M€, contre 4,5 M€ actuellement.

SOURCECharente Libre,
18/11/2025, p. 7**LANDES**

CINQUANTE RECRUTEMENTS EN COURS CHEZ AQUALANDE

50 postes sont à pourvoir chez Aqualande, le spécialiste de la truite fumée implanté à Roquefort. Des CDI, CDD et intérim, principalement pour des opérateurs de production, conducteurs de ligne et techniciens de maintenance sont proposés. Cette démarche exceptionnelle pour novembre est rendue possible par une année 2025 sans aléas, avec 4 500 tonnes de truite attendues. L'entreprise utilise la méthode de recrutement par simulation, sans CV, pour favoriser la motivation et le savoir-être. Une nouvelle campagne plus importante est prévue en début d'année prochaine.

SOURCE

Ici Gascogne, 20/11/2025, en ligne.

CORRÈZE

A USSEL, LE COVOITURAGE DOMICILE-TRAVAIL TIENT SES PREMIÈRES PROMESSES

En un an, le dispositif Blablacar Daily, soutenu par Haute-Corrèze Communauté depuis septembre 2024, a séduit 583 nouveaux inscrits sur le territoire. Le covoiturage domicile-travail se développe, porté par une incitation financière : la collectivité prend en charge le coût du trajet pour les passagers. À la rentrée, le partenariat a été renouvelé et élargi aux trajets ponctuels, encore peu utilisés. L'objectif est de faire du covoiturage une habitude, avant le déploiement en 2026 d'un transport à la demande, puis d'un service d'autopartage.

SOURCELa Montagne, édition de la Corrèze,
17/11/2025, p. 15

► **LES DEUX-SEVRES** viennent de lancer un nouveau service de covoiturage dans le bocage de Bressuire pour répondre au même besoin. Mardi, des aires ont été inaugurées simultanément au lancement du service Tréma covoit, qui fonctionne à l'aide d'une application gratuite.

SOURCEIci Poitou,
19/11/2025, en ligne.

Chaque semaine ici

TOUTE L'INFO SOCIALE À TÊTE REPOSÉE



EMPLOI & FORMATION

CHARENTE-MARITIME

L'INSTITUT DE FORMATION D'AUXILIAIRE DE PUÉRICULTURE SÉDUIT À ROCHEFORT

France 3 Nouvelle-Aquitaine zoome sur l'Institut de formation d'auxiliaire de puériculture de Rochefort, qui accueille sa première promotion depuis la fin août : 27 étudiantes engagées dans 11 mois de formation alternant cours et stages. Cette ouverture répond à un manque criant de professionnels et à l'absence, jusqu'ici, de formation en Charente-Maritime. L'IFAP a reçu 90 candidatures pour 27 places. Les débouchés sont importants : près de 320 postes sont à pourvoir chaque année dans la région jusqu'en 2027. La communauté d'agglomération Rochefort Océan projette d'ailleurs toujours un pôle santé dans les bâtiments de l'hôpital Saint-Charles dans les trois ans.

SOURCE

France 3 Nouvelle-Aquitaine, 18/11/2025, en ligne.

POUR PARLER AUX CSE

VOUS PRENDREZ BIEN UN ENCART ?

PUB@AQUISOCIAL.FR

DORDOGNE

POUR SA PREMIÈRE ÉDITION, LE SALON DE L'EMPLOI ET DE LA RECONVERSION FAIT LE PLEIN

Samedi, la première édition du Salon de l'emploi et de la reconversion, organisée à l'espace Étincelle, a attiré plus de 1 600 inscrits. Venus parfois de tout le département, de nombreux visiteurs en recherche d'emploi ou en quête d'une nouvelle orientation ont pu rencontrer les 90 structures présentes. Entre découragement et espoir, plusieurs témoignent de parcours difficiles, mais certains repartent avec des pistes concrètes. L'organisateur, Le Périgourdin, prévoit déjà une seconde édition en 2026.

SOURCE

Sud Ouest Dordogne,
17/11/2025, p. 19

GIRONDE

UNE VINGTAINE D'ENTREPRISES ATTENDUES AU FORUM EMPLOI INDUSTRIE ET SERVICES

Le 29 novembre, le lycée Stam de Saint-André-de-Cubzac (Haute-Gironde) accueillera la troisième édition du Forum emploi industrie et services, de 9 h à 12 h 30. Une vingtaine d'entreprises locales proposeront postes, stages et contrats d'alternance dans des secteurs variés (technique, commercial, santé, bâtiment...). L'événement vise à rapprocher les compétences locales des besoins des entreprises et à favoriser l'employabilité.

SOURCE

Sud Ouest Libournais / Pays Blayais,
17/11/2025, p. 20

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

400 EMBAUCHES CES DERNIERS MOIS ET UN TAUX DE CHÔMAGE INFÉRIEUR À LA MOYENNE

Le Comité départemental pour l'emploi s'est réuni mardi 18 novembre pour faire le point sur l'activité économique dans les Pyrénées-Atlantiques. Le taux de chômage reste bas, à 5,9 %, l'un des plus faibles de Nouvelle-Aquitaine. Les recrutements dans l'industrie, le soin, l'agriculture et le BTP ont permis près de 400 embauches ces derniers mois, dont plusieurs métiers en tension.

SOURCE

Sud Ouest Béarn & Soule, 20/11/2025, p. 15



PLANS & CESSIONS

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LES THERMES CRAIGNENT LE DÉREMBOURSEMENT DES CURES À CAMBO-LES-BAINS

Les Thermes de Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques) ont clos leur saison sur une baisse de 1,5 % de fréquentation, soit 230 curistes en moins. Leur directeur s'inquiète du possible déremboursement des cures par décret, malgré le rejet récent d'un amendement à l'Assemblée. Dans une station où 75 % de l'activité repose sur les saisonniers, la menace pèse sur tout l'écosystème local. Un courrier a été adressé au préfet et au Premier ministre pour défendre l'intérêt médical et économique des cures, tandis qu'une pétition nationale a été lancée.

SOURCE

Sud Ouest Béarn & Soule,
17/11/2025, p. 14

VIENNE

LES CANAPÉS DUVIVIER RACHETÉS PAR UN FONDS D'INVESTISSEMENT PARISIEN

Les canapés haut de gamme Duvivier, qui emploient à Usson-du-Poitou (Vienne) quelque 70 salariés et gagnaient autour de 6 M€ de CA ces dernières années, ont été rachetés par l'entreprise C4 industries. La société d'investissement parisienne se donne pour mission de redresser ce fleuron du patrimoine, fondé en 1840, mais placé en procédure de sauvegarde accélérée cet été en raison de difficultés financières. C4 industries est notamment actionnaire des cristalleries Arc, dans le Nord, et propriétaire depuis septembre dernier de la faïencerie de Gien.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 20/11/2025, p. 7



CHAQUE MATIN
WWW.AQUISOCIAL.FR
LIT POUR VOUS 30 ÉDITIONS
DE LA PRESSE
QUOTIDIENNE RÉGIONALE

Notre résumé à 09:00



GIRONDE

LE DÉFICIT DU DÉPARTEMENT REVU À LA HAUSSE, LA MASSE SALARIALE SERA RÉDUITE

La Chambre régionale des comptes a revu à la hausse le déficit du Département de la Gironde, portant le montant consolidé à 102 millions d'euros, contre 74 millions annoncés il y a un mois.

L'avis rendu pointe des pratiques budgétaires « insincères » et préconise un plan de redressement sur trois ans, qui inclue une réduction de la masse salariale, du train de vie et des politiques volontaristes, notamment sur la PCH, l'APA et la protection de l'enfance.

Cela va donc se traduire par la suppression de 232 postes. La collectivité compte 7 362 agents, un effectif qui avait progressé de presque 15 % en dix ans.

L'exécutif souhaitait ainsi maintenir son niveau de service en regard de l'évolution de la population. Il est désormais question de procéder à des non remplacements et non renouvellements contractuels pour économiser à court terme 290 millions d'euros.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
18/11/2023, p. 4
Sud Ouest Bordeaux Agglo,
19/11/2025, p. 12

CREUSE

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA CREUSE JUGÉE CORRECTE, AVEC PRUDENCE

Dans un entretien accordé à La Montagne, le président et le directeur de la CCI de la Creuse dressent un état des lieux positif mais prudent. L'activité économique locale reste correcte : l'industrie (hors automobile), le BTP et certaines filières exportatrices résistent. Commerces et hôtellerie-restauration sont fragilisés par l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat. Le département favorise l'implantation d'entreprises grâce à des zones d'activité attractives et accompagne les transmissions et l'innovation. Le soutien aux micro-entreprises et aux filières locales (textile, bois, métallurgie) reste prioritaire.

SOURCE

La Montagne, édition de la Creuse,
19/11/2025, p. 6



PLANS & CESSIONS

DORDOGNE

LE FONDATEUR D'INOVELEC À BOUZALAC PASSERA LA MAIN EN FIN D'ANNÉE PROCHAINE

Le créateur d'Inovelec, Jean-Philippe Guglielmi, a annoncé qu'il passera la main fin 2026. Le dirigeant, qui restera président du conseil de surveillance et conservera 30 % du capital, a choisi Evrard Willemaers pour lui succéder. L'entreprise périgourdine, spécialisée dans les cartes électroniques et forte de 600 salariés dont 160 à Boulazac, vise désormais 200 millions d'euros de chiffre d'affaires.

SOURCE

Dordogne Libre,
20/11/2025, p. 3

LOT-ET-GARONNE

L'USINE DE CROQUETTES PRÉVOIT UN TRANSFERT : 73 SALARIÉS CONCERNÉS

73 des 250 salariés de Natura Plus Ultra Pet Food, à Estillac (Lot-et-Garonne), pourraient être reclassés après l'annonce, jeudi 20 novembre, d'un projet de transfert de la production vers l'usine de Pléchâtel, en Ille-et-Vilaine. Le nouveau propriétaire, Inspired Pet Nutrition, souhaite fabriquer entièrement les croquettes en Bretagne pour gagner en efficacité et en compétitivité. À Estillac, ne resteraient à terme que le point de vente et le service après-vente. Le site de Bordeaux, siège de l'activité en ligne, pourrait en revanche être renforcé.

SOURCE

Sud Ouest Lot-et-Garonne,
21/11/2025, p. 14

Une cinquantaine de plans et cessions sont relatés tous les mois par les médias en Nouvelle-Aquitaine

AQUISOCIAL
les compile chaque jour
et les synthétise pour vous
toutes les semaines

CHARENTE-MARITIME

LA GRANDE DISTRIBUTION ACCEPTE D'ACHETER PLUS CHER LES HUÎTRES

Après deux années à perte, la filière des huîtres de claire IGP voit enfin une amélioration : la grande distribution a accepté d'augmenter de 50 centimes le prix d'achat au kilo, désormais fixé entre 5,20 € et 5,30 €. En contrepartie, les volumes de commandes diminuent, passant de 100 000 tonnes en 2021 à 75 000 aujourd'hui, dont 12 000 tonnes de Marennes-Oléron. Le surstock pèse encore sur les exploitations, fragilisées par les charges, mais la confiance des consommateurs semble revenir.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime,
17/11/2025, p. 12

TIMIDE REPRISE POUR LA PÊCHE AUX PÉTONCLES APRÈS TROIS ANS D'INTERDICTION

Après trois ans d'interdiction, la pêche aux pétoncles a repris mercredi dans le pertuis Breton. À peine dix bateaux sont partis de La Rochelle, pour un résultat décevant : un pêcheur rapporte n'avoir récolté qu'une trentaine de kilos en deux heures, alors que 90 % des mollusques étaient morts. Les restrictions limitent la pêche à cinq jours et interdisent le pertuis d'Antioche. Le professionnel de la mer dénonce la pollution et redoute que la reprise ne reste symbolique pour cette saison.

SOURCE

Ici La Rochelle,
20/11/2025, en ligne.

CHARENTE

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE COGNAC TOUJOURS LOURDEMENT ENDETTÉ

Le déficit du Groupement hospitalier de Grand Cognac atteignait 4,4 millions d'euros en 2024 et la dette dépasse encore 30 millions malgré les aides du Ségur. La CGT déplore des postes non remplacés et des conditions de travail dégradées, tout en reconnaissant les efforts engagés. Le Groupement mise sur un plan d'économies, une hausse des hospitalisations et 26 lits ouverts en 2025.

SOURCES

Charente Libre,
20/11/2025, p. 20



INVESTISSEMENTS

DORDOGNE

BERKEM INVESTIT 12 M€ DANS UN ATELIER D'EXTRACTION VÉGÉTALE ET RECRUTE 7 SALARIÉS

En octobre dernier, le groupe Berkem a inauguré sur son site industriel le bâtiment B72, un nouvel atelier de 530 m² dédié à l'extraction végétale.

Cet investissement de 12 millions d'euros doit permettre de doubler la capacité de production de molécules issues de plantes, utilisées notamment en cosmétique, pharmacie et agroalimentaire.

Équipé de cinq réacteurs et d'une salle blanche, le site a déjà recruté sept salariés. Le groupe compte désormais 250 employés.

SOURCE

Dordogne Libre, 17/11/2025, p. 10

SUIVEZ NOUS SUR LES RÉSEAUX



EN BOURSE CETTE SEMAINE

Les investisseurs...

...achètent

Europlasma Trait. des déchets dangereux	Morcenx (40)	0,63€	75,00%
Valbiotis Santé	Périgny (17)	0,82€	46,43%
Aelis Farma Biotechnologie	Bordeaux (33)	1,13€	2,73%
Fountaine Pajot Construction navale	La Rochelle (17)	104,00€	1,96%
Poujoulat Fabrication de cheminées	Niort (79)	7,40€	1,37%
Arverne Géothermie	Pau (64)	5,05€	1,00%
Mon Courtier Energie Courtier en énergie	Bordeaux (33)	5,30€	0,95%
Cheops technology Services informatiques	Canéjan (33)	59,50€	0,85%
Groupe Gascogne Papier, emballage, bois	Mimizan (40)	2,40€	0,84%

Nous suivons la performance boursière des principales entreprises de la région cotées à Paris dont nous avons connaissance. Les cours sont arrêtés au jeudi soir, l'évolution reflète la tendance sur la semaine glissante, d'un numéro d'Aquisocial à l'autre.

Nous suivons 26 entreprises dans neuf des onze départements de la région : leurs capitalisations varient de moins d'un million à 37 milliards d'euros (Legrand). Ne sont listées ici que celles qui ont donné lieu à transactions.

GIRONDE

AU HAILLAN, HYPRSPACE LÈVE 21 MILLIONS D'EUROS POUR SES LANCEURS DE FUSÉES

Lundi, HyPrSpace a annoncé une levée de fonds de 21 millions d'euros pour accélérer la commercialisation de ses lanceurs, dans un secteur dominé par SpaceX. Soutenue par France 2030, la jeune pouss girondine basée au Haillan vise les lancements suborbitaux et orbitaux à bas coût, adaptés aux constellations de petits satellites.

Si le calendrier est tenu, elle devrait devenir fin 2026 la première société privée à faire décoller une fusée depuis un site de la Défense, avant des tirs orbitaux prévus en 2027 depuis Kourou.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions, 17/11/2025, p. 5

-0,92 %**...vendent**

Cerinnov Machines de prod. céramique	Limoges (87)	0,10€	-37,50%
Immersion Logiciels	Bordeaux (33)	1,50€	-11,76%
Klarsen Datamarketing	Bordeaux (33)	0,80€	-9,09%
Rémy-Cointreau Vins et spiritueux	Cognac (16)	39,96€	-7,03%
Fermentalg Biotechnologie	Libourne (33)	0,43€	-6,52%
Lectra Technologie, logiciels	Cestas (33)	22,30€	-3,67%
Rougier Exploitation et travail du bois	Niort (79)	15,10€	-3,21%
Hunyvers Véhicules de loisirs	Limoges (87)	6,86€	-2,00%
Oeneo Vitivinicole	Cognac (16)	9,12€	-1,30%
Hydrogène de France Stockage pétrolier	Blanquefort (33)	4,01€	-1,23%
Docks pétrol. d'Ambès Stockage pétrolier	Cestas (33)	930,00€	-1,06%
Legrand Équipement électrique	Limoges (87)	129,60€	-0,92%
UV Germi Matériels industriels UV	Saint-Viance (19)	2,87€	-0,35%

SOURCE

Infographie AquiSocial / Google Finance / Euronext



INVESTISSEMENTS

DORDOGNE

GREEN GEN TECHNOLOGIES POURSUIT L'AVVENTURE DES BOUTEILLES EN CARTON

Mardi, Green Gen Technologies a testé pour la première fois sa bouteille de vin en carton sur une ligne de conditionnement au domaine du Haut-Montlong, à Pomport (Dordogne). Fabriquée en fibres végétales avec une poche plastique interne, elle est recyclable, personnalisable et plus légère. La start-up aux 15 salariés, installée à Bergerac, espère convaincre vignerons et distributeurs d'investir dans une visseuse, indispensable à l'embouteillage. Elle vise une arrivée en supermarché dès avril 2026.

SOURCE

Dordogne Libre,
19/11/2025, p. 3

CHARENTE-MARITIME

LE PORT DE COMMERCE DE ROCHEFORT VEUT RENFORCER SON ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le port de commerce de Rochefort, en Charente-Maritime, poursuit son expansion pour accroître sa capacité logistique et soutenir les entreprises locales. Il aimerait s'étendre.

Plusieurs hangars vétustes ont été démolis et de nouveaux bâtiments seront construits d'ici 2026, permettant l'accueil de navires supplémentaires et l'augmentation du trafic de bois, métaux et engrangés. Le port étudie aussi des liaisons fluvio-maritimes pour séduire des acteurs comme Airbus.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime,
21/11/2025, p. 21

BANQUES, ICI VOUS TROUVEREZ TOUJOURS A QUI PARLER

PRESENTEZ VOS SOLUTIONS D'EPARGNE SALARIALE

PUB@AQUISOCIAL.FR



FAITS-DIVERS

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

TROIS PHARMACIENS D'ANGLET EN JUSTICE APRÈS UN DÉTOURNEMENT DE 800 000 €

Trois pharmaciens d'Anglet, père, mère et fils, ont comparu mardi devant le tribunal judiciaire de Bayonne pour escroquerie au préjudice de la Sécurité sociale, un détournement estimé à 800 000 €. Les faits s'étendent de 2011 à 2018 et portent sur des médicaments facturés mais non livrés, des chèques de laboratoires détournés. Le ministère public a requis jusqu'à trois ans de prison, dont un ferme, et 100 000 € d'amende contre le principal prévenu. Le jugement est fixé au 17 février.

SOURCE

Ici Pays Basque, 18/11/2025, en ligne.

BLANCHI EN APPEL, LE GROUPE SALLABERRY N'EN RESSORT POURTANT PAS INDEMNE

Condamnées en première instance pour avoir déposé des déchets non-inertes sur un terrain communal de Saint-Pée-sur-Nivelle, la Société Luzienne de Travaux Publics et la Société d'Exploitation d'Entreprise, du groupe Sallaberry, ont été relaxées en appel au palais de justice de Pau le 13 novembre. La cour a estimé que les infractions n'étaient pas caractérisées et que la première condamnation reposait sur des éléments non vérifiés. Les amendes de 140 000 € et 50 000 € prononcées en novembre 2024 ont été annulées. Au micro d'Ici Pays Basque, le gérant de l'entreprise évoque des conséquences catastrophiques en terme d'image, d'économie et d'emploi. Le chiffre d'affaires a fondu de 2,7 M€ à 944 K€ et l'effectif, de 38 à 8 salariés.

SOURCE

Ici Pays Basque, 17/11/2025, en ligne.

L'AGENDA SOCIAL

a besoin de vos contributions

Aquisocial propose de recenser les principaux événements de la région en lien avec l'actualité sociale.

La rubrique "Agenda" du site www.aquisocial.fr intègre un moteur de recherche qui permet de les parcourir facilement. Elle ne peut exister sans vous, n'hésitez pas à l'abonder avec vos informations. Ecrivez nous !

agenda@aquisocial.fr

HAUTE-VIENNE

UN PATIENT AGRESSE UNE INFIRMIÈRE AU COUTEAU AU CHU DE LIMOGES

Samedi, une infirmière du CHU de Limoges a été gravement menacée par un patient hospitalisé. L'homme s'est saisi d'un couteau présent sur un plateau-repas avant de prendre la soignante par le cou et de la menacer. La sécurité de l'établissement est rapidement intervenue et a maîtrisé l'agresseur. Choquée, l'infirmière n'a pas été blessée. La direction du CHU a saisi la procureure de la République de Limoges.

SOURCE

Le Populaire du Centre, 19/11/2025, p. 4

DEUX-SÈVRES

IL AVAIT VOLÉ DU GAZOLE ET UNE CABANE DE CHANTIER À SON PATRON : PRISON FERME

Un ancien conducteur de travaux de l'entreprise Dugué, au Pin près de Bressuire (Deux-Sèvres), a été condamné jeudi 20 novembre par le tribunal judiciaire de Niort à deux ans de prison ferme pour le vol de 9.000 litres de gazole et d'une cabane de chantier au préjudice de son employeur. Âgé de 42 ans et originaire de Charente-Maritime, l'homme, déjà condamné à 28 reprises, reconnaît avoir agi pour « se cacher » et « se faire de l'argent ». Le tribunal l'a relaxé pour le vol d'outillage. Il devra indemniser l'entreprise à hauteur de 17.700 €.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 21/11/2025, en ligne.



Aquisocial, la Semaine Sociale en Nouvelle-Aquitaine du 21/11/2025

est une revue de presse numérique éditée par Benoît Caurette, 120 rue Saint-Roch, 16000 Angoulême ; www.aquisocial.fr

Hebdomadaire, paraît le vendredi

Relève du dépôt légal de l'internet
(Code du patrimoine, art. L132-2).

La revue est archivée par la bibliothèque nationale de France dans le cadre de ses collectes numériques.

Responsable de la publication :
Benoît Caurette
[\(b.caurette@aquisocial.fr\)](mailto:(b.caurette@aquisocial.fr))

Aquisocial propose des synthèses de l'actualité sociale en Nouvelle-Aquitaine à partir d'articles diffusés par les médias régionaux. Les contenus sont organisés et résumés par un journaliste professionnel aux fins de fournir un panorama structuré. Chaque texte mentionne sa source originale.

Retrouvez AQUISOCIAL sur tous vos écrans

